

## **Loi 25.743 - Protection du patrimoine archéologique et paléontologique - J.O. 26/06/03**

Jeudi 26 juin

### **Résumé**

Répartition des compétences et désignation des autorités chargées de l'application. Propriété des biens archéologiques et paléontologiques. Registre officiel des gisements archéologiques et paléontologiques et des collections ou vestiges archéologiques et paléontologiques. Permis. Limitations en matière de propriété individuelle. Infractions et sanctions. Délits et peines. Déplacements d'objets. Protection spéciale des objets types paléontologiques. Dispositions complémentaires.

### **Texte**

Adopté : 4 juin 2003.

Promulgué : 25 juin 2003.

Le Sénat et la Chambre des députés de la nation argentine, réunis en congrès, etc., adoptent le présent texte ayant force de loi :

## **PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE ET PALEONTOLOGIQUE**

### **Objectifs et définition des biens archéologiques et paléontologiques**

ARTICLE PREMIER - L'objet de la présente loi est de définir les modalités de conservation, protection et tutelle du patrimoine archéologique et paléontologique en ce qu'il est partie intégrante du patrimoine culturel de la nation, et d'en assurer la mise en valeur à des fins scientifiques et culturelles.

ARTICLE 2 - Appartiennent au patrimoine archéologique les objets meubles et immeubles ou vestiges de quelque nature que ce soit se trouvant en surface, dans le sous-sol ou sous les eaux territoriales et intérieures, qui sont susceptibles d'apporter des informations sur les groupes socioculturels qui ont habité le pays depuis l'époque précolombienne jusqu'à nos jours. Font partie du patrimoine paléontologique les organismes et parties d'organismes ou indices de l'activité pendant leur vie d'organismes du passé géologique et toute concentration naturelle de fossiles dans un ensemble de roches ou de sédiments exposés à la surface ou situés dans le sous-sol ou sous les eaux.

ARTICLE 3 - La présente loi s'applique sur tout le territoire du pays.

### **Répartition des compétences et autorités chargées de l'application**

ARTICLE 4 - L'Etat national est seul autorisé à :

- (a) Assumer la tutelle du patrimoine archéologique et paléontologique. A cette fin, il adopte les mesures voulues pour pourvoir à sa conservation et à son étude, et pour contribuer à sa diffusion.
- (b) Assurer la défense et la garde du patrimoine archéologique et paléontologique dans le cadre international, en prévenant les importations ou exportations illicites et en sanctionnant les

infractions en la matière. A cet égard, il engage les actions nécessaires pour procéder à la remise des biens archéologiques et/ou paléontologiques à leur pays d'origine.

ARTICLE 5 - L'Instituto Nacional de Antropología y Pensamiento Latinoamericano, dépendant du secrétariat à la culture d'Argentine, est l'organisme national compétent chargé d'exercer les pouvoirs prévus à l'article précédent pour ce qui concerne le patrimoine archéologique.

La protection du patrimoine paléontologique est assurée par l'organisme national qui sera créé conformément à l'article 55 de la présente loi.

Chacun a pour fonction d'accomplir ce qui suit :

- (a) Créer et organiser le Registre national des gisements, collections et objets archéologiques et le Registre national des gisements, collections et vestiges paléontologiques au moyen des informations qui seront demandées aux autorités locales.
- (b) Créer un Registre national des contrevenants et des récidivistes.

ARTICLE 6 - Les provinces et le Gouvernement autonome de la ville de Buenos Aires sont seuls habilités à :

- (a) Etablir l'organisme compétent qui sera chargé de l'application de la loi de protection du patrimoine archéologique et paléontologique ou conférer ces fonctions à un organisme existant.
- (b) Mettre en place dans leur ressort respectif un Registre des gisements, collections et objets archéologiques et un Registre des gisements, collections et vestiges paléontologiques en suivant de préférence la méthodologie définie par l'autorité chargée de l'application afin de faciliter au maximum la coordination nationale.
- (c) Ouvrir un Registre des contrevenants en matière archéologique et paléontologique.
- (d) Délivrer, par le truchement de ses organismes compétents, des permis de prospection et de recherches.
- (e) Adapter leur législation en matière de permis, d'infractions et de sanctions afin de centraliser ces informations et de les communiquer aux organismes nationaux ou provinciaux qui les demandent.
- (f) Aider à la création de délégations locales dans leur ressort territorial en vue d'une application plus efficace des dispositions de la présente loi.
- (g) Déclarer à L'Instituto Nacional de Antropología y Pensamiento Latinoamericano et à l'organisme national compétent en matière paléontologique les permis accordés, de même que les infractions et les sanctions appliquées, afin de parvenir à une centralisation de l'information.
- (h) Déclarer à l'organisme national compétent les autorisations accordées pour la sortie du pays de collections et d'objets archéologiques ou vestiges paléontologiques en vue de permettre leur étude scientifique et prendre les mesures nécessaires, le cas échéant, pour en assurer la récupération et le rapatriement.

ARTICLE 7 - L'Etat national, les provinces et le Gouvernement autonome de la ville de Buenos Aires sont habilités à adopter simultanément des orientations et des mesures tendant à établir une législation et une organisation administrative uniformes sur tout le territoire national de nature à faciliter au maximum, dans le respect des particularités locales, la protection du patrimoine archéologique et paléontologique et les recherches au sujet de ce patrimoine.

ARTICLE 8 - Le pouvoir de police s'exerce conformément à la répartition des compétences opérée par la présente loi ; l'Etat national peut l'exercer conjointement avec les provinces sur demande de celles-ci.

#### Propriété des biens archéologiques et paléontologiques

ARTICLE 9 - Les biens archéologiques et paléontologiques sont des biens publics, propriété de l'Etat national, des autorités provinciales ou municipales selon la zone territoriale où elles se trouvent, conformément aux dispositions des articles 2339 et 2340, alinéa 9 du Code civil et aux articles 121 et connexes de la Constitution nationale.

ARTICLE 10 - Les objets archéologiques et paléontologiques provenant de fouilles autorisées ou résultant de saisies appartiennent à l'Etat national, aux autorités provinciales ou municipales selon le cas, les organismes chargés de l'application étant habilités à décider du sort le plus approprié à leur attribuer, ainsi qu'à déterminer les lieux qui réunissent les conditions d'organisation et de sécurité indispensables à leur conservation.

#### Registre officiel des gisements archéologiques et paléontologiques

ARTICLE 11 - Les propriétaires des domaines où sont situés des gisements archéologiques ou paléontologiques, de même que toute personne qui découvrirait de tels gisements, doivent les déclarer à l'organisme compétent afin qu'ils soient inscrits sur le registre correspondant.

ARTICLE 12 - Lorsque l'organisme compétent inscrit sur son registre un nouveau gisement archéologique ou paléontologique, il est tenu de faire connaître ce fait aux propriétaires du terrain sur lequel il se trouve, qu'il s'agisse d'une personne physique ou juridique, ou qu'il s'agisse d'une commune. Cette inscription n'implique aucune modification du droit de propriété sur le terrain appartenant au particulier ou aux pouvoirs publics, à l'échelon national, provincial ou municipal.

ARTICLE 13 - Toute personne physique ou juridique qui procède à des fouilles dans le cadre de travaux de construction, travaux agricoles, industriels ou autres de semblable nature, est tenue de déclarer à l'organisme compétent la découverte du gisement ou de quelque objet archéologique ou vestige paléontologique que ce soit qui serait dégagé par les fouilles et est responsable de sa conservation jusqu'au moment où l'organisme compétent intervient et s'en charge.

ARTICLE 14 - Si l'organisme compétent n'ordonne pas la reconnaissance du lieu et ne se charge pas du produit des fouilles dans un délai de dix (10) jours après réception de la déclaration, la personne ou l'entité responsable des travaux fait établir un acte sous contrôle de l'autorité compétente locale par lequel il fait constater l'identification du lieu et les trouvailles réalisées, sa responsabilité cessant à partir de ce moment.

ARTICLE 15 - Les vestiges archéologiques et restes paléontologiques immeubles figurant aux registres qui se trouvent en des lieux appartenant à un propriétaire privé restent soumis au contrôle permanent de l'organisme compétent, lequel peut les inspecter à tout moment, selon qu'il le juge utile, sans que les propriétaires ou responsables puissent faire obstacle à une simple inspection.

## Registre officiel des collections et objets archéologiques ou vestiges paléontologiques

ARTICLE 16 - Les personnes physiques ou juridiques qui, avant la date de promulgation de la présente loi, détiennent des collections ou des objets archéologiques ou des restes paléontologiques, de quelque matériau et qualité que ce soit, devront dans un délai de quatre-vingt dix (90) jours de ladite date, en faire la déclaration à l'autorité compétente en vue de leur inscription sur le Registre officiel, les objets restant ensuite en leur possession. Une fois ce délai légal écoulé, il sera présumé que la détention d'objets archéologiques ou paléontologiques est intervenue postérieurement à la date établie et est, de ce fait, de provenance illégale, ce qui donnera lieu à la saisie desdits biens.

ARTICLE 17 - L'organisme compétent procédera à un inventaire des collections, objets et vestiges déclarés, indiquant le nom et l'adresse du détenteur, le lieu où ils sont déposés, la nature et la description de chacune des pièces, le tout accompagné des documents graphiques et photographiques qui permettent d'identifier la pièce.

ARTICLE 18 - Les collections ou objets archéologiques et vestiges paléontologiques inscrits au Registre officiel ne peuvent être transmis à titre gratuit que par héritage ou encore par donation à des institutions scientifiques ou des musées publics, nationaux, provinciaux, municipaux ou universitaires. Dans tous les cas, déclaration en sera faite à l'autorité compétente, dans les délais prescrits à l'article 16 aux fins d'inscription de leur nouvelle situation dans le registre correspondant.

ARTICLE 19 - Les propriétaires de collections ou d'objets archéologiques ou vestiges paléontologiques inscrits au Registre officiel ne peuvent s'en séparer à titre onéreux sans les proposer préalablement et prioritairement à l'Etat national ou à l'autorité provinciale, selon qu'il convient. L'autorité en question devra se prononcer dans un délai n'excédant pas quatre-vingt-dix (90) jours en acceptant la proposition ou en donnant, par le biais de l'organisme compétent, une estimation du juste prix de la collection ou de l'objet en vue de son achat direct. Si le vendeur n'est pas d'accord sur le prix indiqué et persiste dans sa volonté d'aliéner l'objet, il devra engager l'action judiciaire voulue en vue de la fixation de la valeur de l'objet ou de la résolution du différend. Si l'organisme compétent ne fait pas connaître sa décision dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ou indique qu'il n'entend plus procéder à l'acquisition, le vendeur pourra disposer librement du bien et déclarera la nouvelle situation du bien pour inscription sur le Registre officiel.

ARTICLE 20 - Est nulle toute aliénation d'objet effectuée en violation des dispositions de l'article précédent, l'organisme compétent étant habilité à imposer une amende qui ne pourra excéder cinquante pour cent (50 %) de la valeur du bien au cédant et à l'acquéreur, qui seront solidairement responsables, ainsi qu'à procéder à la mise sous séquestre des biens archéologiques ou paléontologiques jusqu'au paiement de ladite amende.

ARTICLE 21 - Les organismes compétents peuvent autoriser la détention temporaire d'objets archéologiques ou de vestiges paléontologiques par des chercheurs ou des établissements scientifiques pendant une période déterminée afin de faciliter les recherches sur ces biens. Les organismes délivrant les autorisations sont tenus de superviser et de contrôler le prêt des biens, qu'ils se trouvent dans leur ressort ou hors de celui-ci.

ARTICLE 22 - Les particuliers propriétaires de collections ou d'objets archéologiques ou de vestiges paléontologiques enregistrés sont tenus d'autoriser l'accès aux biens, dans les conditions convenues avec l'organisme compétent.



## Permis

ARTICLE 23 - Pour réaliser quelque type de prospections et de recherches que ce soit sur un gisement archéologique ou paléontologique existant sur le territoire national, il est indispensable d'obtenir au préalable un permis de l'autorité compétente dans la circonscription où est situé ledit gisement.

ARTICLE 24 - Les demandes de permis de prospections et/ou de recherches archéologiques ou paléontologiques doivent comporter, au minimum, les renseignements de base suivants :

- (a) Nom et adresse de la ou des personne(s) ou de l'institution de recherche de nationalité argentine ou étrangère soumettant la demande, avec l'indication expresse qu'il s'agit d'une activité de caractère scientifique et n'ayant pas pour fin une spéculation commerciale.
- (b) Liste des scientifiques qui interviendront dans les travaux, lesquels devront posséder des qualifications en rapport avec les tâches scientifiques à réaliser.
- (c) Liste des personnels d'appui ou autres personnes qui interviendront sur place, avec leur identité et mention de références professionnelles en rapport avec l'activité à mener.
- (d) Une carte ou un schéma topographique délimitant avec précision le lieu ou les lieux où les recherches seront menées.
- (e) Les finalités de la mission, sa portée scientifique ou culturelle, les moyens logistiques que l'on se propose de mettre en oeuvre.
- (f) Un plan de travail avec mention de la méthodologie à employer et de toute autre information qui permette à l'autorité compétente d'évaluer au préalable les objectifs et les résultats.
- (g) Le calendrier précis de la mission : dates, étapes ou interruptions.
- (h) Les besoins ultérieurs pour la poursuite des recherches scientifiques à l'issue de la mission.

Ne sont pas tenus de satisfaire à ces exigences les chercheurs qui présentent des plans de travail agréés et approuvés par des organismes officiels scientifiques ou universitaires, nationaux ou provinciaux.

ARTICLE 25 - Quand le permis est demandé par un chercheur ou une institution scientifique étrangère, il est de plus exigé comme conditions préalables la réalisation du travail avec une institution scientifique d'Etat ou universitaire argentine, et un certificat de compétence délivré par le Gouvernement national.

ARTICLE 26 - Quand les recherches intéressent des lieux appartenant à un propriétaire privé, le demandeur annexe à sa demande, s'il l'a obtenue, le consentement écrit du propriétaire du terrain ou de qui en a l'usage et en est l'ayant droit. Dans le cas contraire, l'organisme chargé de l'application est tenu, préalablement à l'octroi du permis, de demander l'assentiment du propriétaire ou de l'ayant droit pour l'exécution des travaux requis.

ARTICLE 27 - L'organisme compétent dispose d'un délai de trente (30) jours échus pour se prononcer sur la demande de permis. Les permis sont octroyés pour une durée de trois (3) années. A l'issue de cette période, un nouveau permis doit être demandé. Au cas où l'organisme compétent se prononcerait de façon négative, l'intéressé pourra interjeter appel devant l'échelon administratif supérieur, dont la décision sera définitive.

ARTICLE 28 - Lorsqu'un permis est accordé à un particulier ou à une institution, il n'en est accordé aucun autre concernant le secteur visé, à moins que le titulaire du permis ne permette qu'une autre recherche soit menée simultanément. L'autorité chargée de l'application autorisera la réalisation de travaux interdisciplinaires et conjoints et pourra décider d'exceptions à la réglementation.

ARTICLE 29 - Le propriétaire du terrain ou la personne ou entité qui en a l'usage et en est l'ayant droit, est habilité à exiger de toute personne ou entité ayant l'intention de procéder à des fouilles sur les lieux où se trouvent des vestiges archéologiques meubles ou immeubles ou des restes paléontologiques qu'elle lui confirme par écrit l'octroi du permis, faute de quoi il n'autorisera pas la réalisation des fouilles.

ARTICLE 30 - Tous les monuments, objets archéologiques et vestiges paléontologiques qui seront mis au jour au cours des recherches sont des biens publics appartenant à l'Etat national, aux autorités provinciales ou au Gouvernement autonome de la ville de Buenos Aires, selon le cas. Les titulaires de permis pourront être autorisés à détenir temporairement les objets issus des fouilles aux fins d'étude durant une période n'excédant pas deux (2) années, auquel cas ils devront signaler le lieu où ces biens sont déposés.

ARTICLE 31 - Les personnes ou institutions titulaires d'un permis doivent soumettre toutes les pièces et matériaux qu'ils extraient au contrôle et à l'enregistrement de l'organisme local compétent. De même, ils doivent remettre à la fin des recherches, dans un délai n'excédant pas une (1) année, un rapport scientifique documenté sur les résultats obtenus au cours de leur étude et une copie des publications issues de leurs travaux. L'autorité chargée de l'application en matière paléontologique pourra modifier les délais fixés dans le présent article et dans le précédent étant donné la spécificité de la discipline.

ARTICLE 32 - L'autorité compétente pourra charger des agents voyers de contrôler les recherches et de veiller à la réalisation systématique des tâches correspondantes, les chefs des missions scientifiques devant leur remettre toutes les informations qui leur seront demandées en application de la présente loi.

ARTICLE 33 - Toute décision relative aux permis, comme toute mesure qui en découle, doit être fondée, de même que toute décision consécutive à des plaintes ou des réclamations de propriétaires des lieux, et est prise dans un délai n'excédant pas trente (30) jours.

ARTICLE 34 - L'inobservation des obligations énoncées aux articles précédents entraîne la suspension du permis accordé pendant une durée maximale de six (6) mois ou le retrait du permis.

#### Limitations concernant les propriétés privées

ARTICLE 35 - Lorsque les vestiges archéologiques ou paléontologiques se trouvent sur des terrains appartenant à des propriétaires privés, l'autorité compétente accorde aux propriétaires des terrains toutes facilités pour qu'il soit procédé à l'étude et/ou à la conservation du gisement.

ARTICLE 36 - L'organisme compétent peut, pour des raisons d'intérêt public, ordonner l'occupation temporaire des terrains appartenant à un propriétaire privé dans lesquels sont situés des biens archéologiques ou des vestiges paléontologiques. Sauf en cas de danger imminent, ladite occupation devra faire l'objet d'une loi. La durée de l'occupation ne pourra excéder deux (2) ans, une juste indemnisation étant consentie au propriétaire du terrain.

ARTICLE 37 - Dans les cas où la conservation des vestiges archéologiques ou restes paléontologiques implique une servitude perpétuelle sur les terrains dans lesquels se trouvent lesdits

biens, l'Etat national ou l'autorité provinciale établit dans son ressort ladite servitude au moyen d'une loi spéciale, portant également indemnisation des propriétaires des terrains.

#### Infractions et sanctions

ARTICLE 38 - Les infractions aux dispositions qui figurent dans la présente loi sont passibles des peines suivantes :

- (a) Procès-verbal.
- (b) Amende : Son montant sera égal au minimum à dix pour cent (10 %) et au maximum à trois fois la valeur du bien ou des biens concernés par la conduite sanctionnée. Le pouvoir exécutif national établira dans les règlements d'application de la présente loi une amende en numéraire pour les cas où la détermination de la valeur du bien serait impossible ou difficile. Pour déterminer le montant de l'amende, il sera tenu compte de la gravité de la faute commise et du fait qu'il s'agit ou non d'une récidive.
- (c) Saisie des biens archéologiques, paléontologiques et/ou des instruments utilisés pour commettre l'infraction.
- (d) Suspension ou retrait du permis.
- (e) Inaptitude du contrevenant.
- (f) Clôture temporaire ou définitive du chantier.

ARTICLE 39 - Les personnes qui réalisent elles-mêmes ou font réaliser par des tiers des travaux de prospection, d'enlèvement ou de fouilles dans des gisements archéologiques et paléontologiques sans demander le permis pertinent à l'autorité compétente sont passibles d'une amende dont le montant est fixé en fonction de l'ampleur des altérations commises, accompagnée de la saisie de tous les objets de caractère archéologique ou paléontologique qui ont été réunis, même s'ils se trouvent en possession de tiers qui prétendent les avoir acquis de bonne foi. Si, en raison du degré de détérioration, il s'est produit une perte irréversible pour le patrimoine culturel de l'Etat, l'organisme compétent saisit la justice, afin que celle-ci détermine si les auteurs de l'infraction ont commis des dommages délictueux (articles 183 et 184, alinéa 5 du Code pénal).

ARTICLE 40 - Les personnes qui, pour quelque motif que ce soit, découvrent fortuitement des matériaux archéologiques ou paléontologiques en surface ou sous la terre ou dans des étendues d'eau doivent les déclarer et les remettre immédiatement à l'organisme compétent ou, en l'absence de celui-ci, à l'autorité de police la plus proche, laquelle doit transmettre ces informations audit organisme. Tout manquement à l'obligation de déclaration et toute dissimulation d'objets sont passibles d'un procès-verbal et, en cas de récidive, d'une amende. Dans tous les cas, il est procédé à la saisie des matériaux rassemblés.

ARTICLE 41 - Les personnes qui omettraient de faire inscrire les collections ou objets archéologiques et vestiges paléontologiques qui étaient en leur possession avant l'adoption de la présente loi dans les délais prescrits à l'article 16 sont mises en demeure de les faire inscrire sur le Registre officiel dans les trente (30) jours suivant la date de la mise en demeure. Dans le cas où cette obligation ne serait pas respectée dans les délais impartis, il est procédé à la saisie des objets.

ARTICLE 42 - Le non-respect de l'une ou l'autre des conditions imposées dans le permis donne lieu à l'application d'une amende graduée selon la gravité de la faute. Lorsque le titulaire du permis ne se conforme pas aux règles méthodologiques et scientifiques convenues ou poursuit des objectifs

autres que ceux établis, l'annulation du permis peut être prononcée sans que le titulaire ait droit à une indemnisation quelconque. Si l'on constate ensuite que le titulaire du permis a enfreint la présente loi et/ou n'a pas respecté les conditions expresses fixées dans le permis, le chercheur contrevenant peut également être frappé d'incapacité temporaire ou définitive à l'obtention d'un nouveau permis, la saisie des objets archéologiques et paléontologiques découverts et des instruments utilisés au cours des travaux de recherche étant en outre prononcée.

ARTICLE 43 - Les personnes qui, une fois promulguée la présente loi, s'approprient et/ou commercialisent des objets archéologiques et/ou paléontologiques et les personnes qui entrent en possession de ceux-ci, y compris de bonne foi, encourront une amende et les biens seront passibles de saisie. Lorsque la vente aura été effectuée dans un établissement commercial, celui-ci sera en outre temporairement fermé, puis définitivement fermé en cas de récidive.

ARTICLE 44 - Sont passibles d'amende les particuliers ou institutions publiques ou privées qui procèdent ou aident au déplacement d'objets archéologiques ou paléontologiques, à quelque fin que ce soit, à l'intérieur du territoire national en l'absence d'autorisation préalable de l'organisme local ayant compétence sur le territoire dont ces objets sont originaires.

ARTICLE 45 - L'Instituto Nacional de Antropología y Pensamiento Latinoamericano, organisme national compétent en matière de paléontologie, et les organismes compétents à l'échelon provincial tels que définis sont chargés de l'application des sanctions correspondant aux infractions prévues dans la présente loi.

#### Délits et peines

ARTICLE 46 - Est passible de un (1) mois à un (1) an de prison ou de réclusion et d'interdiction spéciale d'exercice pour une durée maximale de trois (3) ans la personne qui réalise pour elle-même ou fait réaliser par des tiers des travaux de prospection, d'enlèvement ou de fouille sur des sites archéologiques et paléontologiques.

ARTICLE 47 - Si, au moment des faits décrits à l'article précédent, il se produit une détérioration des objets qui entraîne une perte irréparable pour le patrimoine culturel de l'Etat, il s'agira d'un dommage délictueux tel que défini aux articles 183 et 184 du Code pénal.

ARTICLE 48 - Est passible d'une peine d'emprisonnement de deux (2) mois à deux (2) ans, accompagnée d'une interdiction spéciale d'exercice d'une durée maximale de cinq (5) ans, la personne qui transporte, emmagasine, achète, vend, usine ou de quelque façon que ce soit met dans le commerce des pièces, produits ou sous-produits provenant de gisements archéologiques et paléontologiques nationaux ou étrangers.

ARTICLE 49 - Toute tentative visant à l'exportation hors du territoire national ou à l'importation sur le territoire national de pièces, produits ou sous-produits archéologiques ou paléontologiques et collections archéologiques ou paléontologiques est passible des peines pour délit de contrebande définies dans l'article 863 et connexes du Code des douanes.

#### Déplacement d'objets archéologiques et paléontologiques

ARTICLE 50 - Les objets archéologiques et vestiges paléontologiques peuvent être déplacés à l'intérieur du territoire national, sous réserve d'autorisation préalable de l'organisme local compétent, en qualité de prêt, aux fins de recherche et/ou d'exposition pendant la durée fixée par l'autorité compétente. Les intéressés doivent informer des moyens qu'ils mettent en oeuvre pour la sauvegarde desdits biens et garantir leur retour dans leur lieu d'origine dans l'état où ils les auront reçus.



ARTICLE 51 - La sortie du territoire de la nation de biens archéologiques et paléontologiques est admise dans les conditions fixées dans l'article précédent sous réserve d'autorisation préalable de l'organisme compétent, en qualité de prêt, à des fins d'étude scientifique du bien ou pour la diffusion du savoir à l'étranger.

#### Protection spéciale des objets types paléontologiques

ARTICLE 52 - Les objets ou vestiges paléontologiques tels que définis à l'article 2 de la présente loi qui constituent des objets types ne peuvent sortir du territoire national à des fins d'échange ou de don.

ARTICLE 53 - Peuvent faire l'objet d'une vente ou d'un échange les reproductions et les calques obtenus à partir de biens archéologiques et paléontologiques.

ARTICLE 54 - Les ressources des organismes nationaux compétents se composeront des éléments suivants :

- (a) Les montants qui leur reviennent sur les crédits budgétaires.
- (b) Le revenu, les intérêts et rentes provenant de son patrimoine.
- (c) Les successions, legs et dons de particuliers.
- (d) Les droits de douane et taxes perçus comme rétribution de services rendus.
- (e) Les subsides ou subventions.
- (f) Les dons d'entreprises privées, organismes d'Etat ou organismes non gouvernementaux.
- (g) Le produit des amendes infligées pour non-respect des dispositions établies dans les lois de protection applicables.
- (h) Toute autre ressource dont déciderait le pouvoir exécutif de la nation.

#### Dispositions complémentaires

ARTICLE 55 - L'organisme qui exercera les fonctions d'autorité d'application dans le domaine paléontologique dépendra du Ministère de la science et de la technologie.

ARTICLE 56 - Les universités nationales et entités scientifiques ayant une activité reconnue dans le domaine de la recherche archéologique et paléontologique décideront, par accord avec l'autorité chargée de l'application de la présente loi, des fonctions de protection et de diffusion du savoir sur le patrimoine archéologique et paléontologique. Ces accords devront garantir la participation des universités nationales et entités à l'évaluation et à l'administration des permis, la désignation des agents voyers, la description, conservation et surveillance du patrimoine.

ARTICLE 57 - Tous les délais prévus dans la présente loi seront comptés en jours ouvrables. Le règlement d'application de la présente loi sera pris par le pouvoir exécutif national dans un délai n'excédant pas cent vingt (120) jours.

ARTICLE 58 - Sont abrogés la loi n° 9080, le décret qui en porte application et toute autre disposition contraire à la présente loi.

ARTICLE 59 - La présente loi est communiquée au pouvoir exécutif.

ADOPTÉE DANS LA SALLE DE REUNION DU CONGRES ARGENTIN, A BUENOS AIRES,  
LE 4 JUIN 2003.

ENREGISTREE SOUS LE N° 25.743

EDUARDO O. CAMAÑO. JOSE L. GIOJA. Eduardo D. Rollano. Juan Estrada.

Décret 261/2003

Buenos Aires, 25/6/2003

EN FOI DE QUOI : La présente loi est dénommée loi de la nation n° 25.743 pour être appliquée, diffusée, publiée, déposée à la Direction nationale du Registre officiel et archivée.

KIRCHNER. Alberto A. Fernández. Daniel F. Filmus.